

“L’émancipation des travailleurs sera l’oeuvre des travailleurs eux-mêmes”

Karl Marx

L’Aile Rouge

Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste*
de Dassault Mérignac et Martignas



Les gouvernements et l’extrême droite soutiennent les massacres à Gaza, les populations les dénoncent dans les rues !

L’armée israélienne a désormais coupé Gaza en deux et commence à frapper au sol aussi aveuglément qu’elle l’a fait du ciel. Plus de 9 700 personnes ont déjà été tuées, la moitié des habitations rasées. Après les hôpitaux, un convoi d’ambulances évacuant des blessés vers l’Égypte a été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c’est le manque d’eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s’inquiètent désormais d’un risque de génocide.

Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4 000 s’y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac, torturés pour certains et humiliés avant d’être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l’État et protégés par l’armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent.

L’impérialisme complice de ce crime contre l’humanité

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l’État d’Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden qui soutiennent inconditionnellement Israël ont aussi du sang sur les mains ! Le bombardement de l’Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n’a soulevé qu’une hypocrite « incompréhension » du gouvernement français.

Macron et Darmanin tentent d’instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste au moment où ils veulent faire passer leur loi immigration. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l’indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. À l’exemple du journaliste de LCI, Pascal Perri, qui parle d’un « antisémitisme couscous ». Comme d’habitude, c’est la population d’origine arabe qui est stigmatisée, accusée d’être antisémite, alors que l’extrême droite

française a toujours fait de la haine des Juifs son fond de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.

Amplifions la solidarité internationaliste !

Ce samedi, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans une quarantaine de villes, après trois semaines de mobilisation, malgré les interdictions et l’amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New-York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland, 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, enfermé dans des ghettos de misère, bombardé, a besoin d’une solidarité internationale pour combattre la guerre de Netanyahu et nos propres gouvernements qui le soutiennent. Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d’exploitation qu’il faudra renverser là-bas comme partout. C’est aussi la seule issue pour les travailleurs et jeunes israéliens alors que leur État fait tout pour créer un fossé de sang entre eux et les Palestiniens.

Travailleurs, jeunes, construisons le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, réunissons-nous sur nos lieux de travail et d’étude, faisons entendre notre colère, organisons-nous en collectifs d’expression de notre solidarité de travailleurs et travailleuses ! Halte au massacre à Gaza !

Mardi 7 novembre 2023

NCC : nouvelle colère collective !...

Au premier janvier va être appliquée la nouvelle convention collective de la métallurgie. Dassault, Safran, Airbus, PSA ou Renault peuvent bien nous en faire la pub en vantant la "*simplification qui permettra d'améliorer la productivité*", on a du mal à voir où est notre intérêt.

Le grand changement pour nous, c'est la classification et visiblement, ce n'est pas à notre avantage. Peu important notre expérience, nos qualifications, la diversité de nos compétences, seul comptera l'emploi occupé. Envolée, la maigre et difficile progression du coeff, on pourra rester toute sa vie dans la même case et donc ne pouvoir compter que sur un changement d'emploi pour être mieux coté et espérer être mieux payé. Une sacrée attaque qui frappe tous les travailleurs de la métallurgie et qui appelle une réponse de tous les travailleurs du secteur.

Prenons exemple sur les travailleurs américains de l'automobile qui se sont lancés ensemble dans la grève, quel que soit le logo sur leur veste.

... les patrons pourront ils baisser les salaires ?

Imaginons que dans quelques mois, un salarié se retrouve à occuper un poste dans un emploi moins bien coté. Que va-t-il advenir de son salaire ? Peut-il baisser ? Le Code du travail écrit que c'est illégal. Mais la loi travail du gouvernement Hollande a foutu en l'air la hiérarchie des normes. Cela veut dire qu'une convention moins avantageuse sur le sujet peut s'appliquer. Et là oui, on pourrait se retrouver avec un salaire plus bas.

Organisons-nous, toutes boîtes comprises, pour empêcher cela et bagarrer ensemble pour les salaires.

NCC toujours :

On a déjà du mal à croire les patrons qui nous jurent qu'ils ne toucheront pas à nos salaires. Alors pour les nouveaux embauchés, on craint le pire. A quel tarif seront-ils pris ? Les salaires sont déjà bas, difficile de croire que cette convention ira dans un autre sens que qu'une aggravation des conditions d'embauche.

NCC chez Safran : la révolte s'organise

Sur Safran Mérignac, on sent bien qu'on est toujours les dindons de la farce et qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que cette NCC soit plus favorable aux travailleurs. Dans certaines entreprises du groupe Safran, il y a eu des débrayages et se préparent des heures d'information organisées pour revoir les classifications ; des DGI (danger grave et imminent) sont déposés pour alerter sur la dégradation du climat social dans le cadre de la remise des fiches emploi et des cotations associées... qui se rajoutent à la colère sur les salaires et les nouveaux calculs de la prime d'ancienneté. Que les patrons y prennent garde, la situation pourrait bien devenir explosive !

Dassault Martignas : les crèves la soif

La semaine dernière, nous avons passé toute une demi-journée sans eau. Pas moyen de boire sans payer, de se laver les mains, de prendre un café, de

tirer la chasse d'eau. Et personne non plus pour venir nous expliquer les raisons, encore moins nous distribuer une bouteille à chacun. Dassault ne nous exploite pas seulement, c'est notre dignité qu'on baffouille. Si ça devait se reproduire, refusons de bosser !

Dassault Martignas : une impréparation qui en dit long

Dassault a commencé un chantier pour relier les bâtiments 1 et 2 et pendant la durée des travaux, la jonction entre les bâtiments est fermée. Un autre passage a-t-il été prévu pour nous ? Bien sûr que non ! Tant pis pour nous, qu'il pleuve, qu'il vente, on fera le grand tour pour trimpler les pièces, chercher le PR ou la peinture, demander un contrôle ou un outil.

Chez Dassault, le respect des ouvriers ça reste un chantier mal embarqué.

5 mois de mouvement à Ariane Group St Médard en Jalles

Après 5 mois de mouvement de grèves sous forme de débrayages ponctuels sur certaines productions stratégiques, pour des augmentations de salaire (entre autres), les grévistes ont voté majoritairement pour que la CGT et SUD signent l'accord de fin de conflit.

Ils ont obtenu une augmentation de 100 € en moyenne de primes liées à l'exposition aux produits chimiques et la pérennisation de ces primes en cas de changement de poste de travail, une prime supplémentaire de 60 € par mois pour les salariés travaillant en horaires décalés.

La direction a refusé de payer les heures de grève mais a accordé une prime exceptionnelle de 1500 € brut pour tous les salariés du site de St Médard à condition de reprendre la production et de la finir complètement au 22 décembre 2023. Les syndicats n'ont pas réussi à faire retirer cette condition. Mais il a été convenu par accord de sortir la production sans heures supplémentaires ou autres réorganisations et hors aléas machines (par exemple des pannes, ou manque de matière première).

Pour les 80 grévistes, c'est une belle victoire.

Airbus ou la violence patronale à l'œuvre

Jeudi 2 novembre, une grève spontanée a éclaté chez les salariés du pôle peinture d'Airbus à Toulouse après le licenciement brutal d'un des leurs. Le salarié a été accompagné vers la sortie avec deux véhicules du service de sécurité doté de 6 vigiles. La direction lui reproche d'avoir refusé de porter le harnais de sécurité. Mensonge !

Les militants CGT dénoncent les conditions de travail. Pour réaliser le carnet de commandes, Airbus utilise à fond les heures supplémentaires et intensifie la cadence pour un même effectif. Le salarié licencié avait travaillé plusieurs samedis, enchaîné les heures supplémentaires, le travail de nuit. Beaucoup de fatigue accumulée qui lui a fait oublier le port du harnais qu'il a mis après une remarque.

La grève se poursuivait pour exiger la réintégration du collègue licencié, re conduite durant le week-end et qui se poursuivait encore ce mardi. Une réaction